

Une publication conçue avec CGLU pour mettre à profit les savoirs des autorités locales et régionales et de tous les participants aux événements mondiaux majeurs.

urbanjournalism.institute/municipaltimes

SOINS, CONFIANCE, IMPACT

LES GOUVERNEMENTS LOCAUX APPROUVENT LA MISE EN ŒUVRE DU PACTE POUR L'AVENIR



Le mouvement municipal prend de l'ampleur alors qu'il entre dans un nouveau cycle d'opportunités, visant à consolider une place officielle à la table en tant qu'acteur mondial significatif dans la redéfinition des systèmes sociaux, économiques et de gouvernance. Le Sommet ODD en septembre 2023 servira de revue à mi-parcours des Objectifs de développement durable (ODD) et marquera le premier pas des États membres des Nations Unies pour entamer les négociations en vue du Sommet de l'Avenir en 2024. De plus, le Sommet Social Mondial en 2025 abordera des questions clés telles que la protection sociale universelle, la couverture sanitaire universelle, le logement, le travail décent et l'éducation, tout en forgeant un nouveau contrat social.

Sous la direction de CGLU, la plus grande association de gouvernements locaux et régionaux au monde, le mouvement municipal se trouve à un moment charnière pour renforcer le multilatéralisme efficace. Un plan de travail concret a été élaboré pour déployer la vision et la mission

approuvées dans le Pacte pour l'avenir de l'humanité, adopté lors du Congrès mondial de CGLU en octobre 2022 à Daejeon.

Le Sommet Urbain de Bruxelles a offert aux membres de CGLU une nouvelle occasion de se rassembler juste avant la période intense entre septembre 2023 et septembre 2025. Le Bureau exécutif a approuvé un plan de travail basé sur quatre priorités stratégiques : reconquérir les biens communs, redéfinir la finance et l'économie, regagner la confiance et reconstruire l'architecture de gouvernance. Pour atteindre ces objectifs, deux outils essentiels sont utilisés : des partenariats à fort impact pour la transformation et des exercices de projection dans l'avenir.

Au cœur de cette stratégie se trouve un ordre du jour d'impact qui donne la priorité aux personnes et favorise un système attentionné. La confiance, l'égalité, la solidarité, le féminisme et la liberté sont des éléments essentiels de "Notre Agenda commun", qui orientent le mouvement municipal vers un avenir animé par un changement positif.

Le *Municipal Times* est une publication de l'Urban Journalism Institute, une initiative d'OnCities2030. Pour plus d'informations sur le *Municipal Times*, contactez les équipes d'OnCities2030 à l'adresse municipaltimes@oncities.org

UJI Urban Journalism Institute



Élaboré avec





“REVENDIQUER LES BIENS COMMUNS ET REDÉFINIR LA FINANCE ET L’ÉCONOMIE”

PAR **CLAUDIA LÓPEZ**, MAIRESSE DE BOGOTÁ

L'avancée de la dégradation environnementale, associée aux tendances mondiales qui oppriment, séparent et nuisent à nos communautés, nous amène à une réflexion fondamentale qui imprègne le Pacte pour l'Avenir : il ne s'agit plus seulement d'élargir le secteur public, mais de le restructurer.

Restructurer le secteur public suppose de placer les biens communs, en particulier ceux essentiels à la vie, au centre de la personne. Il s'agit de reconnaître, de la part de tous les acteurs, que le bien commun qui unit toutes les personnes est ce qui constitue l'épine dorsale de nos sociétés, l'opposé de l'appropriation, ce qui n'appartient pas à une seule personne.

Placer les biens communs au centre implique la nécessité de repenser la croissance, le développement et le progrès du point de vue de la redistribution, de la décentralisation, de la récupération des éléments essentiels communs et de la redéfinition des soins. Il est nécessaire de revoir et de réparer les relations de pouvoir déséquilibrées, d'autonomiser les communautés, et d'adopter une architecture de financement et d'investissement appropriée, qui permette aux communautés d'accéder aux ressources et aux investissements nécessaires pour renforcer leur capacité à gérer et à protéger les biens communs de manière durable.

Pour tendre vers une société qui prend soin de nous, nous devons changer notre façon de nous voir, de nous lier les uns aux autres et à la planète, et comprendre notre relation économique non seulement en termes de PIB, mais aussi en trouvant des moyens d'intégrer la durabilité, la nature finie des ressources planétaires et la manière de répondre aux besoins des personnes.

La gouvernance des biens communs doit être fondamentalement différente de celle qui prévaut aujourd'hui. Nous devons co-crée des politiques qui protègent et prennent soin de toutes les populations, en comprenant que cela peut signifier la protection sociale de toutes les populations, y compris celles qui assurent les soins, qui sont souvent des femmes vivant et travaillant de manière informelle. L'agenda commun, la protection des

biens communs, implique d'incorporer une perspective féministe dans la manière de les gouverner, et de nous gouverner. La place que nous réservons aux soins et à la protection de nos aidants dans nos processus décisionnels futurs déterminera notre épanouissement en tant que communauté mondiale.

Cette nouvelle façon de nous gouverner implique d'être inclusifs dans la prise de décision, en impliquant tous les acteurs. Nous devons impliquer les populations, les communautés locales dans la conversation sur les dimensions de la vie quotidienne. Cela signifie co-crée et co-gouverner la santé, l'eau, le logement, les soins et la protection sociale, avec les personnes directement concernées. Nous parlons de répondre aux besoins spécifiques et de tenir compte des connaissances des personnes âgées, des jeunes, des populations indigènes. Cela implique de rejeter l'idée selon laquelle certains éléments tels que l'eau, la terre, etc., sont des ressources pouvant être utilisées pour obtenir des revenus et, par conséquent, exploitées. C'est une démarche audacieuse qui doit être entreprise pour valoriser les biens communs.

Les gouvernements locaux ne peuvent pas défendre les biens communs seuls, et nous reconnaissons cette réalité. Nous avons plus que jamais besoin d'alliances entre toutes les sphères de gouvernement et avec tous les acteurs pour transformer la prise de décision de manière inclusive, en incluant toutes les personnes.

Il est essentiel de transformer l'architecture actuelle de gouvernance en une architecture qui défende les biens communs, tant à l'échelle locale que mondiale. Nous devons relier les différentes sphères de gouvernement et la société civile pour créer des alliances et garantir la participation. Nous devons reconnaître la co-responsabilité entre les secteurs public et privé pour assurer une participation équitable à ce processus, en prêtant une attention particulière au comblement des écarts de genre, de race, de classe, de capacité et d'âge qui traversent les dynamiques de pouvoir actuelles. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions créer un monde plus juste, plus égalitaire, où l'humain est au centre, et non le profit.

LE BUREAU EXÉCUTIF DE L'UCLG ADOPTE SES PROCHAINES ÉTAPES

Le dernier après-midi du Sommet Urbain de Bruxelles a été entièrement consacré au travail fructueux de la réunion du Bureau exécutif de l'United Cities and Local Government (UCLG). Des dizaines de membres de l'UCLG se sont réunis à Bruxelles pour discuter et adopter des documents clés qui détermineront le travail de l'organisation dans les mois à venir.

L'invitée spéciale de la réunion, Marlene Holzner, chef de l'Unité des partenariats internationaux de la Commission européenne, a souligné la relation spéciale entre l'UCLG et la Commission européenne, qui fêtera ses 10 ans de partenariat l'année prochaine. Elle a mis en avant l'engagement de la Commission européenne (CE) envers ce partenariat et a souligné que "la CE soutient totalement le Pacte pour l'avenir de l'humanité".

Thembisile Nkadimeng, ministre de la Gouvernance coopérative et des foires traditionnelles d'Afrique du Sud, s'est engagée à poursuivre la formation des mairesses en Afrique et à les soutenir pour s'assurer qu'elles ne sont pas seulement mairesses, mais qu'elles "pourraient devenir présidentes à l'avenir".

Le Bureau exécutif a eu l'occasion d'écouter et d'adopter les rapports du Comité des affaires statutaires ainsi que le rapport du Comité de gestion financière.

Avec l'adoption du Pacte pour l'avenir de l'humanité, il y a eu un changement dans les domaines de travail, et par conséquent, le nom des Conseils politiques de l'UCLG reflète les nouvelles priorités et piliers du Pacte. Lors de la réunion du Bureau exécutif, les nouveaux noms des Conseils politiques ont été adoptés comme suit :

1. Le Droit à la ville et les Territoires inclusifs deviendraient le **Droit à la ville : Se réapproprier les biens communs.**
2. Les Opportunités pour tous, la Culture et la Diplomatie urbaine : Clés du développement durable et de la paix deviendraient les **Opportunités pour tous : Redéfinir la finance et les économies pour l'égalité.**
3. La gouvernance territoriale multilatérale et le financement durable deviendraient **la gouvernance multilatérale : regagner la confiance.**
4. Les Villes sûres, résilientes et durables, capables de faire face aux crises deviendraient les **Territoires résilients et régénératifs : Renaturer.**

5. La Mise en œuvre du Nouvel agenda urbain deviendrait le **Multilatéralisme local et la Diplomatie urbaine : Relier le local au global.**

Au cours de la réunion, les principaux sujets et priorités ont été énumérés, parmi lesquels figurent la migration et la mise en œuvre de la Charte de Lampedusa, les droits humains et numériques, la couverture sanitaire universelle, le mouvement municipal féministe avec les soins au centre des activités et la culture comme moteur du mouvement, l'eau, les proximités, la garantie des systèmes alimentaires, les Examens nationaux volontaires et les Examens locaux volontaires, et la démocratie participative.

La session a souligné que le Pacte pour l'avenir n'est pas seulement une révolution de ce que le réseau apporte, mais aussi une révolution pour le type de politiques sur lesquelles nous devons travailler ensemble.

La réunion du Bureau exécutif a également été marquée par l'intervention de partenaires, notamment le Fonds des Nations Unies pour la population, ONU-Habitat et la Coalition pour « les Nations Unies dont nous avons besoin » (the UN WE NEED), ainsi que l'Alliance des villes. Le débat des Médias pour les Villes avec des journalistes de renom s'est également tenu dans le cadre du segment des partenariats à fort impact de la réunion.

Anne Hidalgo, mairesse de Paris, qui est également ambassadrice des questions climatiques, a évoqué l'augmentation de la fréquence des catastrophes. Elle a également soulevé la question des terres et a souligné que "nos espaces sont trop artificiels" et que nous constatons "l'impact négatif de cela lorsqu'il y a beaucoup de pluie". Enfin, une autre préoccupation majeure soulevée par Hidalgo a été le manque d'accès au financement pour les autorités locales.

Enfin, la réunion du Bureau exécutif a identifié des partenariats continus avec les organismes internationaux comme essentiels pour le développement, ce qui deviendra à son tour un moteur pour les personnes, la démocratie locale et le programme des droits humains.

MEDIA forCITIES BRUSSELS

Un nouveau débat entre journalistes, communicateurs et représentants des gouvernements locaux, dans le cadre de la campagne Media pour les Villes, s'est tenu à Bruxelles dans le cadre du Bureau exécutif de l'UCLG et du Sommet Urbain de Bruxelles.

Les médias chargés de rendre compte des problématiques urbaines sont imbriqués dans l'information du public sur le développement durable et l'explication de concepts tels que les biens communs ou les finances locales. Par nature, les médias concernés par les questions urbaines doivent utiliser un large angle de vue, couvrant les questions sociétales, sociales et politiques de l'échelle mondiale à l'échelle locale. Pourtant, les médias, en particulier le journalisme lui-même, sont confrontés à des forces de polarisation et à un manque de confiance, ainsi qu'à des menaces existentielles pour les journalistes et le journalisme, tant en termes de dommages corporels que d'existence professionnelle durable.

"Nous, journalistes et communicateurs, cherchons à créer une société informée. Parce que c'est ce dont nous avons besoin pour générer un consensus et une conscience populaire, et ainsi permettre la participation des citoyens aux processus démocratiques."

@jessicabridger

"Les gens veulent comprendre les problèmes qui les concernent. Lorsque je raconte une histoire, je veux que les gens comprennent ce qui motive le changement dans leur vie et quels sont les enjeux qui modifient nos sociétés. Les gens ont besoin d'une perspective plutôt que de la négativité".

@tracymetznc, directrice de @JohnAdamsNL



"Les rédacteurs sont très réticents à couvrir des histoires sur des sociétés qui fonctionnent bien, mais les citoyens veulent savoir quand quelque chose fonctionne, ils s'intéressent beaucoup à ce que font leurs maires." "Il est nécessaire de communiquer à un niveau plus humain, non seulement pour une meilleure compréhension, mais aussi pour préserver la confiance dans les médias."

@aitorehm, @politico

"À l'heure actuelle, de nombreuses villes sont des déserts d'information ou des monopoles de l'actualité. Ce n'est que dans les plus grands marchés qu'il existe de véritables modèles économiques durables pour le journalisme local. Et cela nuit à la confiance publique et à la démocratie." "L'action génère la confiance. Si vous faites quelque chose de bien, vous gagnez instantanément la confiance. Soyez transparent, reconnaissez vos erreurs."

@tim_weber @EdelmanUK

La campagne Media pour les Villes vise à promouvoir le journalisme urbain et les sujets liés aux villes dans les salles de rédaction du monde entier en plaidant au sein du secteur médiatique pour la recherche et l'élaboration des politiques et stratégies urbaines les plus influentes. Elle vise également à promouvoir et renforcer la présence des médias dans les dialogues sur le développement urbain durable. Ainsi, Media pour les Villes cherche à informer et renforcer les stratégies de développement urbain durable, en mettant le sujet en lumière lors de rencontres en réseau et de débats publics avec des représentants des médias influents, des organisations internationales et des autorités locales. La campagne développera également des accords de partenariat avec les médias du monde entier afin d'accroître la couverture des problématiques de développement urbain durable.

LE SOMMET CONCLUT EN LOUANT L'UNITÉ ET LA COLLABORATION DANS LES SOLUTIONS URBAINES



Les représentants des villes et des gouvernements locaux ont partagé un espace de réflexion lors de la dernière journée du Sommet Urbain de Bruxelles le 15 juin, afin de résumer les discussions tenues au cours de ces trois jours. Greg Clark, urbaniste et modérateur des séances plénières quotidiennes, a posé la question de conclusion initiale : quelles initiatives urbaines ont été identifiées pour faire face aux défis auxquels nous sommes confrontés et qui ont été au cœur du dialogue de la semaine ? La principale réalisation lorsque les villes se réunissent, comme l'a souligné Carolina Cosse, mairesse de Montevideo et présidente de l'UCLG, est que, dans une plus ou moins grande mesure, nous rencontrons tous les mêmes problèmes. Nous partageons un défi commun qui incite les gouvernements locaux à élaborer des stratégies quotidiennes et à résoudre des problèmes quotidiens. "Chaque ville a ses propres défis uniques, mais il y a des points de convergence. Les villes sont les défenseurs de la démocratie, et nous jouons tous un rôle crucial en leur sein."

Dagur B. Eggerstsson, maire de Reykjavik, a soutenu que cette réunion d'acteurs interdisciplinaires a favorisé un nouveau niveau d'énergie. "En tant que collectif de maires, nous aspirons à défendre la liberté", en travaillant sur des solutions similaires et en partageant des connaissances et des meilleures pratiques. Eggerstsson a également souligné le logement comme l'une des questions les plus critiques de notre époque, dépendant d'une gestion efficace qui garantit à la fois l'accessibilité et la qualité pour offrir des conditions de vie favorables.

Reconnaissant que ce sommet de Bruxelles est le premier en son genre, Smet Pascal, secrétaire d'État à l'Urbanisme et aux Relations européennes et internationales à Bruxelles,

a souligné l'interconnexion sans précédent établie entre les participants : "Ce sommet historique a réuni, pour la première fois, les plus grands réseaux mondiaux de villes, facilitant des connexions uniques et des carrefours entre les villes du monde entier." Les principaux défis, tels que la migration, les inégalités sociales et économiques, le manque d'opportunités et le changement climatique, sont communément partagés. "Il est crucial de s'unir autour de ces questions, d'échanger des perspectives et de collaborer avec les pays en expansion ou en urbanisation, comme c'est le cas en Afrique."

Bien qu'il reste encore beaucoup de travail à faire, Greg Clark a conclu le Sommet Urbain de Bruxelles par une dernière question sur ce à quoi s'attendre et ce qu'il faut prioriser dans l'année à venir. Burkhard Jung, maire de Leipzig et nouveau président d'Eurocities, a plaidé en faveur de partenariats, en accordant la priorité à la défense et à la promotion des valeurs européennes, notamment la démocratie, pour faire face aux défis à court et à long terme et mettre en place des mesures garantissant une bonne gouvernance. "La coopération est indispensable pour trouver des solutions urbaines. Les villes autonomes peuvent relever les défis d'aujourd'hui, et l'élaboration des politiques au niveau de l'Union européenne ne peut pas être efficace sans la participation active des villes".

Carolina Cosse a souligné le défi financier auquel sont confrontées la plupart des villes pour effectuer des investissements à long terme dans le système financier actuel. Eggerstsson a également abordé le financement, en mettant l'accent sur la collaboration économique à divers niveaux de gouvernement et la participation du secteur public-privé. De plus, une bonne urbanisation peut créer de la richesse et des opportunités.

En conclusion, il est important de maintenir l'interconnexion forgée grâce au Sommet Urbain de Bruxelles pour aborder les multiples problématiques débattues au cours de ces trois jours de débats intenses. Par-dessus tout, la collaboration entre les organisations et les parties prenantes est cruciale. Pour effectuer des changements, la coopération est primordiale. Mettons à profit notre pouvoir collectif et reconnaissons le potentiel que nous possédons lorsque nous travaillons ensemble.

LA PERPÉTUATION DES INÉGALITÉS, UN ÉCHEC MONDIAL

S'attaquer aux racines des inégalités et à leur relation avec le système économique, les modèles de gouvernance, le développement territorial et urbain, ainsi que la restructuration des systèmes financiers mondiaux pour répondre aux besoins des communautés locales, étaient au centre de la session "Aborder les inégalités et les informalités : repenser le financement et le rôle des gouvernements locaux et régionaux", co-organisée par l'UCLG et l'Alliance des Villes, l'après-midi du 14 juin 2023. Depuis l'adoption des ODD, les progrès dans leur mise en œuvre sont insuffisants. Le monde fait face à un contexte de polycrises qui entrave la progression des agendas mondiaux à un rythme attendu et urgent. L'accès au financement et l'architecture financière internationale restent insuffisants, entravant les efforts collectifs des gouvernements locaux et régionaux.

Pour réellement faire la différence, il est primordial de s'attaquer aux inégalités et aux informalités, d'assurer une transition juste face à la crise climatique et de réévaluer la structure financière. Ne laisser personne ni aucun lieu de côté n'est pas seulement une vision pour 2030, mais aussi une valeur quotidienne actuelle. L'établissement de liens clairs entre les biens communs mondiaux, les biens publics mondiaux et les besoins des populations et des communautés locales au sein des systèmes financiers mondiaux est un point de départ pour la transformation urgente nécessaire. Les gouvernements locaux et régionaux peuvent contribuer à faire progresser les mécanismes et les changements législatifs vers un système qui favorise l'égalité locale et territoriale. Une approche féministe et axée sur les soins dans les budgets locaux économiques ou la compensation des mandats non financés des gouvernements locaux devrait être correctement abordée dans la redéfinition de la structure financière. Des changements sont nécessaires pour transformer les modèles économiques et atteindre un écosystème financier plus inclusif afin de canaliser les financements vers les services et les solutions au niveau local.

L'adoption d'une approche de soins pour l'évaluation des investissements, l'ancrage des décisions financières sur les besoins des personnes, la priorité donnée à la durabilité et à la protection des biens communs, l'augmentation des mécanismes de participation publique, le renforcement de la capacité des institutions locales et régionales, et la gestion des finances et de l'économie fondée sur le développement humain et le bien-être étaient certaines des propositions avancées par les intervenants. Comme l'a déclaré **Greg Munro**, directeur de l'Alliance des Villes :

"Pour répondre aux inégalités au niveau local, nous avons besoin d'une approche intégrée avec le citoyen comme bénéficiaire. Nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir des réponses sectorielles séparées." **Emilia Saiz**, Secrétaire Générale de l'UCLG, a également renforcé ce message lors de la clôture de la session : "Le système actuel accepte les inégalités. Pour y remédier, la justice et la confiance doivent être garanties pour tous. Les gouvernements locaux et régionaux travaillent en première ligne pour garantir l'accès des communautés aux services publics locaux. C'est seulement de cette manière que nous pouvons aborder les inégalités."



Jean Pierre Elong Mbassi

Secrétaire Général de l'UCLG Afrique :

On ne peut pas lutter contre les inégalités si on connaît déjà les inégalités, car tout ce que l'on ajoutera, c'est davantage d'inégalité dans un système déjà marqué par les inégalités. Il faut donc changer de perspective, en considérant l'égalité comme un point de vue. L'égalité signifie deux choses : la dignité de chaque être humain et l'évitement de toute discrimination.



Bernadia Irawati Tjandradewi

Secrétaire Générale de l'UCLG ASPAC :

Pour la région Asie-Pacifique, il est très important de créer un environnement propice à la réduction des inégalités dans les villes et les gouvernements locaux. Cela comprend des options financières, des législations, la décentralisation et bien sûr, le développement des capacités des gouvernements locaux. Autre chose sur laquelle nous devons insister, c'est la vitesse de préservation et de protection de la nature, ainsi que la vitesse de développement durable qui devrait être plus rapide que la vitesse de destruction. Nous avons besoin de plus d'actions et aussi de plus de campagnes sur les inégalités. Il existe déjà des solutions partout dans le monde, y compris en Asie-Pacifique, mais comment ces solutions sporadiques peuvent-elles être étendues à l'échelle internationale pour avoir un impact plus grand et de meilleurs résultats ?



Neila Akrimi-Kemperman

Présidente de UCLG-CIB :

L'inégalité existe partout et exerce des pressions avec les défis que le monde connaît aujourd'hui : les crises partout dans le monde, qu'elles soient après la pandémie de COVID-19, économiques, sociales ou climatiques, nous rendent très vulnérables en tant qu'êtres humains, et les inégalités s'élargissent, se creusent et deviennent de plus en plus présentes. Les solutions urbaines à ces crises sont inspirantes, mais il est urgent de repenser le financement, les récits, les collaborations et les partenariats. Nous ne pouvons pas continuer à faire les choses de la même manière. L'effort collectif doit se transformer en responsabilité collective."

LES VILLES PRENNENT DES MESURES AUDACIEUSES CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les villes nous offrent des opportunités pour améliorer l'accès aux ressources et aux services, ainsi que des options dans les domaines socio-économiques, culturels et environnementaux. Cependant, la nécessité urgente de faire face à la détérioration du climat et à la pénurie d'eau a placé la question du changement climatique au premier plan des discussions lors de la dernière journée du Sommet Urbain de Bruxelles. Les maires de villes importantes telles qu'Athènes, Gand, Montevideo, Paris et Stockholm se sont réunis pour partager les mesures et les solutions radicales qu'ils mettent en œuvre pour lutter contre le changement climatique dans leurs centres urbains respectifs.

Leo Van Broeck, président du Comité d'experts en climat de la Région de Bruxelles, a souligné que l'urbanisation de qualité est l'étape la plus cruciale que les villes peuvent franchir. Contrairement aux idées reçues, les villes offrent sécurité et résilience. Pendant la pandémie de COVID-19, les zones rurales ont connu des taux d'incidence jusqu'à 90 % plus élevés par rapport aux villes. Conscientes de cela, les villes s'engagent activement dans la lutte contre le changement climatique.

La mairesse de Paris Anne Hidalgo a partagé comment la ville exploite les prochains Jeux olympiques comme catalyseur pour transformer le paysage urbain. Paris a présenté sa candidature avec pour objectif clair d'utiliser les Jeux comme outil de transformation sociale. Les priorités comprennent la revitalisation de la Seine et l'amélioration du quartier défavorisé de Saint-Denis. Paris a même accordé à la Seine un statut juridique pour la protéger des dommages futurs et assurer une récupération rapide en cas de contamination éventuelle.

L'une des principales initiatives prises par la mairesse de Stockholm, Karin Wanngård, est l'intégration du changement climatique dans le tissu de la ville. Les efforts pour éliminer les combustibles fossiles et passer aux transports électriques sont bien avancés. De plus, la ville met en œuvre des techniques de capture et de stockage du carbone pour compenser ses émissions et atteindre la neutralité carbone d'ici 2030.



À Athènes, le maire Kostas Bakoyannis a parlé avec passion des efforts continus de la ville pour réduire la dépendance à la voiture et créer des espaces de vie plus agréables. Athènes s'engage à étendre les espaces verts, à garantir un approvisionnement suffisant en eau et à surveiller l'impact du changement climatique grâce à la nomination d'un responsable de la chaleur (Chief Heat Officer).

La deuxième table ronde du sommet a présenté des exemples de solutions radicales pour faire face à l'impact du changement climatique. La mairesse Carolina Cosse de Montevideo a mis en évidence les initiatives de la ville visant à nettoyer et à récupérer les rives des rivières, créant ainsi plus d'espaces publics pour ses habitants. De même, le maire Mathias De Clercq de Gand a souligné l'importance du recyclage en présentant une brique innovante composée à 63 % d'agrégats de déchets municipaux recyclés, un exemple éclatant de l'économie circulaire en action.

En prenant des mesures décisives et en mettant en œuvre des mesures transformatrices, les villes sont à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique.

RÉDUIRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE

La numérisation est devenue une partie intégrante de notre vie quotidienne. L'Assemblée des maires numériques de Living-in.EU a consacré ses discussions dans le cadre du Sommet Urbain de Bruxelles à explorer comment les gouvernements locaux et régionaux exploitent les outils numériques et quel travail spécifique a été réalisé par les municipalités pour rendre la transformation numérique plus inclusive. La session a été inaugurée par Renate Nikolay, directrice générale adjointe pour les réseaux de communication, le contenu et la technologie, qui a souligné le rôle crucial des gouvernements locaux et régionaux en tant que leaders du processus de numérisation. Nikolay a souligné que "la participation des villes et des régions est indispensable si nous voulons passer au monde entièrement numérique".

Seppo Määttä, maire d'Oulu, a fait écho à l'appel de Nikolay à la collaboration, soulignant la nécessité d'une plus grande participation de tous les niveaux de gouvernance et du public pour guider les communautés à travers le processus de transformation numérique. La ville d'Oulu peut être considérée comme une bonne pratique de collaboration réussie dans le domaine de la technologie numérique, car "3 milliards de personnes utilisent chaque jour la technologie développée à Oulu." De tels accomplissements ont été rendus possibles grâce à la création d'espaces de co-création.

Une autre bonne pratique a été présentée par Matteo Lepore, maire de Bologne. La ville crée son jumeau numérique en collaboration avec la ville de Barcelone et d'autres partenaires. Cette approche collaborative permet aux gouvernements locaux d'éviter de dupliquer les efforts et de développer collectivement des solutions. Mais comment la transformation numérique se traduit-elle dans les politiques et la participation citoyenne ? Lepore a souligné que les nouvelles technologies et les données permettent d'informer les politiques et d'aider les citoyens à mieux comprendre l'avenir de leurs villes.

Approfondissant cette idée, Felix Sproll, conseiller municipal de Munich, a soutenu que l'association du concept de ville jumelle avec la modélisation 3D permet une participation citoyenne accrue grâce à la technologie immersive de réalité virtuelle. Les administrations locales peuvent également tester différents scénarios politiques à l'aide de données qui alimentent ces modèles.

Tiit Terik, adjoint au maire de Tallinn, a souligné la nécessité d'une numérisation accrue pour rationaliser le travail des administrateurs locaux. Il a déclaré qu'avec l'introduction des signatures électroniques et la numérisation des services,



Tallinn "économise chaque semaine un tas de papier aussi haut que la Tour Eiffel". Bien que la numérisation apporte de nombreux avantages, elle pose également des défis, tels que la fracture numérique. Comment garantir l'inclusivité afin que personne ne soit laissé pour compte ? Les municipalités utilisent différentes approches pour aborder ce problème commun.

Delphine Jamet, adjointe au maire de Bordeaux Métropole, préconise une approche globale pour combler la fracture numérique. Elle estime que tous les services numériques doivent être utiles, conviviaux et activement utilisés.

De même, Constance Nebbula, vice-présidente de la région Pays de la Loire et d'Angers Loire Métropole, a également fait écho à la nécessité d'inclure les personnes qui ne sont pas encore numériquement matures. Angers Loire veille à ce que tous les services soient disponibles en ligne tout en accommodant les citoyens qui préfèrent les interactions humaines traditionnelles. Un autre défi pressant dans l'industrie technologique est le déséquilibre entre les sexes. Lluïsa Moret Sabidó, mairesse de Sant Boi de Llobregat, a souligné la nécessité pour les plateformes et les centres de connaissances de "s'adapter et d'adopter une perspective de genre". L'inclusion des femmes dans l'espace numérique soutiendra "la parité des sexes, qui est essentielle dans les organes de décision ou pour les personnes qui ne sont pas des natifs du numérique".

Markku Markkula, président de la région d'Helsinki et vice-président du Comité européen des régions, a dévoilé LORDIMAS, un outil gratuit conçu pour les gouvernements locaux et régionaux. Officiellement lancé le 2 octobre 2023, LORDIMAS fournit des recommandations politiques sur mesure basées sur des résultats en temps réel et donne accès aux meilleures pratiques des municipalités participantes.

LES MAIRES TURCS PARTAGENT LEUR VISION DU LEADERSHIP APRÈS UN SÉISME

Lors du dernier jour du Sommet Urbain de Bruxelles, une conversation éclairante a eu lieu, mettant en vedette des maires turcs qui ont partagé leurs expériences en tant que leaders de leurs villes à la suite du séisme dévastateur survenu en février dernier. Le dialogue portait sur les idées et les stratégies pour une réponse et une reconstruction efficace à la suite de catastrophes naturelles.

Considéré comme l'une des catastrophes naturelles les plus graves depuis plus d'un siècle, le séisme a entraîné une perte tragique de plus de 4 000 vies et a blessé près de 16000 personnes. La catastrophe a créé un besoin urgent de besoins fondamentaux tels que l'abri, la nourriture, l'eau potable et l'assainissement, affectant des millions de personnes.

La conversation a été introduite par Yücel Yılmaz, maire de Balıkesir, président de l'Union des municipalités de Turquie et ambassadeur du Pacte pour l'avenir de l'humanité. Yılmaz a exprimé sa gratitude à la communauté internationale et à l'association internationale des maires, dont UCLG MEWA, Metropolis et Eurocities, pour leur incroyable soutien et leur mobilisation significative de ressources.

Tunç Soyer, maire d'Izmir, la ville la plus durement touchée par le séisme, a souligné l'importance de la formation et de la préparation pour gérer efficacement de telles crises. Une formation continue est cruciale pour développer la capacité de réagir rapidement et efficacement. Tirer des leçons

des expériences passées est primordial pour assurer une préparation adéquate aux catastrophes futures.

Ugur Ibrahim Altay, maire de Konya, a souligné que leur priorité principale après le séisme était de garantir l'approvisionnement en eau potable propre, compte tenu de la destruction des infrastructures vitales. Cansel Tuncer, secrétaire général de la municipalité métropolitaine d'Antalya, a souligné le besoin urgent de fournir un abri pour des milliers de personnes déplacées en raison de la destruction d'environ 300 000 bâtiments.

Le maire adjoint de Kilis, Mustafa Tohumcu, a expliqué que bien que la ville n'ait pas subi de dommages importants dus au séisme, elle a connu une augmentation de sa population de 40%, ce qui a exercé une immense pression sur les services urbains.

Seyma Döğücü, maire de Sancaktepe, a souligné l'importance de la solidarité et des efforts de collaboration lors de la réponse à de telles catastrophes, mettant l'accent sur la force tirée du travail collectif. La conversation éclairante entre les maires turcs a mis en lumière des stratégies efficaces de leadership après un séisme. Les expériences partagées et les leçons apprises contribueront sans aucun doute à améliorer les efforts de réponse et de reconstruction après une catastrophe à l'avenir, garantissant une meilleure préparation et un meilleur soutien aux communautés touchées dans le monde entier.



À BRUXELLES ▶▶▶

LE QUARTIER EUROPÉEN

D'UNE BULLE À UN QUARTIER VIVANT ET MIXTE

Le cœur politique de Bruxelles, le quartier européen, abrite des bâtiments impressionnants tels que la Commission européenne, le Parlement européen et la Maison de l'histoire européenne. Mais en termes de qualité de vie et de durabilité, il y a place à l'amélioration. Actuellement, la grande rue de la Loi traverse le quartier, entravant sa convivialité et donnant la priorité à la circulation motorisée.

En mai 2022, perspective.brussels, une agence régionale, s'est engagée à changer cela à travers une série d'ateliers participatifs. En collaboration avec les habitants et les employés de l'Union européenne, l'organisation a examiné les moyens de transformer le quartier européen en un quartier plus durable. Un élément clé de cet objectif sera le logement : actuellement, seulement 3 % de la superficie du quartier européen est consacrée au logement. Compte tenu du passage au travail à distance et des nombreux bureaux vides depuis la pandémie, perspective.brussels estime que le pourcentage de logements pourrait être porté jusqu'à 50 %, y compris les équipements locaux.

Déjà, les rues locales du quartier européen sont transformées en lieux plus animés pour les résidents et les travailleurs. Les parklets, les parcs de poche, les bancs et les rues piétonnes rendent la zone autour de la Commission européenne beaucoup plus attrayante. Parallèlement, une réduction de la densification et de l'espace routier dédié aux voitures créera des îlots urbains résilients face au changement climatique, par exemple en offrant des espaces plus frais et des éléments de ville éponge qui, en cas de fortes pluies, peuvent absorber rapidement et efficacement l'eau de pluie.

Un autre objectif de perspective.brussels est de réduire radicalement l'empreinte carbone du parc immobilier en stimulant la rénovation et la transformation dans le quartier européen. Jusqu'à présent, l'accent a été davantage mis sur la démolition et la reconstruction. Cependant, dans l'esprit de l'économie circulaire, l'organisation propose de réutiliser les bâtiments existants et de les



transformer en logements et en équipements locaux, évitant ainsi de nouvelles émissions de CO2.

Un autre défi est l'isolement du quartier européen, qui est dû à la nature du travail diplomatique, mais aussi aux grandes artères telles que le boulevard Schuman. Renforcer la connexion avec les quartiers voisins grâce à un corridor vert est-ouest, des rues plus agréables et accueillantes, des équipements attrayants et des éléments de paysage naturel pourrait être la voie à suivre. Le gouvernement régional de Bruxelles soutient ces projets. En collaboration avec l'organisation, il a publié une "Vision partagée" avec neuf principes, visant à transformer le quartier européen en un quartier vivant et mixte au cours des 10 à 20 prochaines années. Plus de logements, plus d'installations et d'espaces publics verts façonneront la zone et éviteront l'effet de "bulle" qui caractérise le quartier européen depuis l'installation des premières institutions pré-UE en 1958. Le quartier homogène fera l'objet d'une rénovation urbaine avec une densité similaire, des hauteurs de bâtiments plus basses et davantage de cours intérieures. Les rez-de-chaussée seront activés pour créer une interaction avec l'espace public. Une offre de logements diversifiée, des immeubles de bureaux avec des fonctions commerciales et de services au rez-de-chaussée, l'utilisation temporaire de bâtiments vacants, une réduction du trafic et des rues plus vertes font tous partie du plan.

Il reste maintenant à voir si le quartier européen peut réellement devenir un quartier accessible, attrayant et vivable qui s'adapte à une réalité post-COVID. Les premières étapes, notamment les parcs de poche et les investissements dans la convivialité, sont déjà visibles et promettent du changement.

À HUIS CLOS



Le plan d'action de Bruxelles pour des villes abordables et un logement pour tous a été approuvé lors de la sixième réunion des maires champions de l'OCDE pour une croissance inclusive. Le document expose l'engagement visant à "atténuer les pressions à court terme sur le coût de la vie et à intensifier les changements à long terme dans le domaine du logement".

Le plan d'action indique que le coût du logement est devenu de plus en plus élevé au cours des deux dernières décennies, notamment pour les ménages à faible revenu. Les maires se sont engagés à développer des solutions ciblées pour permettre l'accès à un logement abordable et de qualité aux populations vulnérables. Les maires ont annoncé qu'ils continueraient à travailler à l'amélioration

de la qualité du logement et des politiques en matière de logement à différents niveaux de gouvernement.

L'OCDE a lancé l'initiative des maires champions de la croissance inclusive en mars 2016 en réponse à l'accroissement des inégalités. Les maires champions sont des leaders engagés dans la lutte contre les inégalités et la promotion d'une croissance économique plus inclusive dans les villes. Cette initiative soutient les gouvernements en analysant les inégalités croissantes, en surveillant les normes de vie matérielles et le bien-être global, et en concevant des politiques favorisant l'équité et la croissance. Au fil des années, cette initiative a réuni une centaine de maires.

#BUS2023 SONDAGES DES SÉANCES PLÉNIÈRES

Lors de la séance plénière du 15 juin 2023, les participants au Sommet Urbain de Bruxelles ont été interrogés sur deux questions. Voici les résultats :

Que signifie pour vous le "leadership climatique des villes" ?

Responsabilité, action, engagement, innovation, volonté politique ou entreprendre des actions durables ont été les concepts les plus mentionnés.

Quelle action (radicale) aurait le plus d'impact dans votre ville ?

Les participants ont mentionné plusieurs idées :

Améliorer l'efficacité énergétique de tous les bâtiments en 5 ans.

Mener une campagne pour réduire la consommation en général.

Réduire radicalement l'utilisation de voitures en ville.

Donner la priorité aux transports en commun.

Adopter une utilisation positive du territoire (restaurer et renaturer davantage de nature que ce qui est utilisé pour la construction).

Mieux utiliser et stocker l'eau.

Donner la priorité à l'espace public.

Adopter une approche féministe.

QU'EST-CE QUI VIENT ENSUITE ?

Conférence MEDCOP, Tanger, 22-23 juin 2023.

Le Conseil régional de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, en collaboration avec la Fondation Maison du Climat Méditerranéen (MCHF), organise la troisième édition de la Conférence MEDCOP. Elle vise à structurer un cadre de coopération dans la région méditerranéenne et à accélérer la mise en œuvre de l'Accord de Paris.
<https://www.medcop.ma/>

Forum mondial des villes et des territoires de paix, Bogotá, 27-28 juin 2023.

Le Forum, organisé par la ville de Bogotá avec l'UCLG agissant en tant que secrétariat permanent, sera la quatrième édition dans laquelle le rôle des femmes dans la construction de la paix sera mis en avant.
<https://www.ciudadesdepaz.com/en/inicio-english/>

Sommet Urbain 20, Ahmedabad, 7-8 juillet 2023.

Le cycle 2023 de l'U20 est présidé par la ville d'A Ahmedabad. Six domaines prioritaires ont été identifiés : encourager les comportements respectueux de l'environnement, assurer la sécurité de l'eau, accélérer le financement climatique, défendre l'identité locale, réinventer les cadres de gouvernance urbaine et planifier et catalyser les futurs urbains numériques. <https://www.urban20.org/u20summit/2023-ahmedabad/>

Forum des gouvernements locaux et régionaux et Journées des gouvernements locaux et régionaux lors du Forum politique de haut niveau (HLPF), New York, 12-13 juillet 2023.

Le Forum des gouvernements locaux et régionaux, convoqué par la Global Task Force, vise à apporter la perspective des GLR au HLPF et à l'examen des ODD. Cette année, le HLPF examinera la mise en œuvre de l'ODD 11.

TWITTER DIT !

#BUS2023 #CitiesforPeople #OurCitiesOurFuture #UCLGMeets

Après quatre jours d'activité trépidante, #BUS2023 a pris fin. Twitter a été inondé de publications de toutes sortes, allant des suggestions de #promenadesurbaines à travers les quartiers de Bruxelles aux précieuses informations partagées par les membres et les organisations présents lors de ce Sommet Urbain dans la capitale belge. L'événement comprenait des cérémonies de remise de prix, des ateliers et des débats, couvrant une grande diversité de formats et de sujets qui ont mobilisé les 600 villes représentées au congrès. Des discussions sur le changement climatique, la numérisation, la migration, l'accessibilité au logement, le journalisme urbain et les droits de l'homme, entre autres, ont eu lieu. Cependant, le mot "ensemble" a peut-être été le plus souvent mentionné, car la vague vers la #durabilité et l'#égalité nous unit tous, malgré nos origines différentes.

Des conclusions notables du Bureau exécutif de @uclg_org ont été largement partagées sur Twitter. Le bureau a souligné l'importance du #Pactepourl'Avenir, qui remonte à sa création à Daejeon. Bien que plusieurs mois se soient écoulés depuis son approbation, l'UCLG "reste engagée à travailler pour un avenir renouvelé, un avenir qui construit des ponts entre les communautés et les personnes, harmonise notre relation avec le monde et rétablit la confiance avec les gouvernements".

Le Sommet Urbain de Bruxelles est terminé, et nous avons déjà marqué cette expérience à travers les réseaux en ligne, que ce soit comme espace de réflexion ou comme journal numérique pour capturer des souvenirs. Pour citer certains des participants : "La meilleure façon de conclure #BUS_2023 est par une excursion, explorant comment les acteurs culturels et le secteur créatif de #Gand relèvent les défis urbains tels que la #migration, la #diversité et la #durabilité lors d'une excursion en bateau musical." / @LuisaFerPinto